



Chapitre C-11

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PRÉAMBULE

Préambule. Langue distinctive d'un peuple majoritairement francophone, la langue française permet au peuple québécois d'exprimer son identité.

L'Assemblée nationale reconnaît la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française. Elle est donc résolue à faire du français la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires.

L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un climat de justice et d'ouverture à l'égard des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec.

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Ces principes s'inscrivent dans le mouvement universel de revalorisation des cultures nationales qui confère à chaque peuple l'obligation d'apporter une contribution particulière à la communauté internationale.

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

LE STATUT DE LA LANGUE FRANÇAISE

CHAPITRE I

LA LANGUE OFFICIELLE DU QUÉBEC

Langue officielle. **1.** Le français est la langue officielle du Québec.
1977, c. 5, a. 1.

CHAPITRE II

LES DROITS LINGUISTIQUES FONDAMENTAUX

- Droit de communiquer en français. **2.** Toute personne a le droit que communiquent en français avec elle l'Administration, les services de santé et les services sociaux, les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels, les associations de salariés et les diverses entreprises exerçant au Québec.
1977, c. 5, a. 2.
- Intervention en assemblée délibérante. **3.** En assemblée délibérante, toute personne a le droit de s'exprimer en français.
1977, c. 5, a. 3.
- Droit des travailleurs. **4.** Les travailleurs ont le droit d'exercer leurs activités en français.
1977, c. 5, a. 4.
- Droit des consommateurs. **5.** Les consommateurs de biens ou de services ont le droit d'être informés et servis en français.
1977, c. 5, a. 5.
- Droit à l'enseignement en français. **6.** Toute personne admissible à l'enseignement au Québec a droit de recevoir cet enseignement en français.
1977, c. 5, a. 6.

CHAPITRE III

LA LANGUE DE LA LÉGISLATION ET DE LA JUSTICE

- Langue de la législation et de la justice. **7.** Le français est la langue de la législation et de la justice au Québec.
1977, c. 5, a. 7.
- Langue des projets de loi. **8.** Les projets de loi sont rédigés dans la langue officielle. Ils sont également, en cette langue, déposés à l'Assemblée nationale, adoptés et sanctionnés.
1977, c. 5, a. 8.
- Texte officiel. **9.** Seul le texte français des lois et des règlements est officiel.
1977, c. 5, a. 9.

Version anglaise. **10.** L'Administration imprime et publie une version anglaise des projets de loi, des lois et des règlements.

1977, c. 5, a. 10.

non en vigueur

Droit de plaider. **11.** Les personnes morales s'adressent dans la langue officielle aux tribunaux et aux organismes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires. Elles plaident devant eux dans la langue officielle, à moins que toutes les parties à l'instance ne consentent à ce qu'elles plaident en langue anglaise.

1977, c. 5, a. 11.

Rédaction de pièces de procédure.

12. Les pièces de procédure émanant des tribunaux et des organismes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires ou expédiées par les avocats exerçant devant eux doivent être rédigées dans la langue officielle. Ces pièces peuvent cependant être rédigées dans une autre langue si la personne physique à qui elles sont destinées y consent expressément.

1977, c. 5, a. 12.

non en vigueur

Langue des jugements.

13. Les jugements rendus au Québec par les tribunaux et les organismes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une version française dûment authentifiée. Seule la version française du jugement est officielle.

1977, c. 5, a. 13.

CHAPITRE IV

LA LANGUE DE L'ADMINISTRATION

Désignation du gouvernement, ministères.

14. Le gouvernement, ses ministères, les autres organismes de l'Administration et leurs services ne sont désignés que par leur dénomination française.

1977, c. 5, a. 14.

Textes de l'Administration.

15. L'Administration rédige et publie dans la langue officielle ses textes et documents.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas aux relations avec l'extérieur du Québec, à la publicité et aux communiqués véhiculés par des organes d'information diffusant dans une langue autre que le français ni à la correspondance de l'Administration avec les personnes physi-

ques lorsque celles-ci s'adressent à elle dans une langue autre que le français.

1977, c. 5, a. 15.

Communications avec
autres gouvernements.

16. Dans ses communications écrites avec les autres gouvernements et avec les personnes morales établies au Québec, l'Administration n'utilise que la langue officielle.

1977, c. 5, a. 16.

Communications internes.

17. Le gouvernement, ses ministères et les autres organismes de l'Administration utilisent uniquement la langue officielle, dans leurs communications écrites entre eux.

1977, c. 5, a. 17.

Communications internes.

18. Le français est la langue des communications écrites à l'intérieur du gouvernement, de ses ministères et des autres organismes de l'Administration.

1977, c. 5, a. 18.

Langue des avis.

19. Les avis de convocation, les ordres du jour et les procès-verbaux de toute assemblée délibérante dans l'Administration sont rédigés dans la langue officielle.

1977, c. 5, a. 19.

Nomination à une fonction
administrative.

20. Pour être nommé, muté ou promu à une fonction dans l'Administration, il faut avoir de la langue officielle une connaissance appropriée à cette fonction.

Critères et modalités de
vérification.

Pour l'application de l'alinéa précédent, chaque organisme de l'Administration établit les critères et modalités de vérification, soumis à l'approbation de l'Office de la langue française. À défaut de quoi, l'Office peut les établir lui-même. Si l'Office estime insatisfaisants les critères et modalités, il peut soit demander à l'organisme concerné de les modifier, soit les établir lui-même.

1977, c. 5, a. 20.

Langue des contrats.

21. Les contrats conclus par l'Administration, y compris ceux qui s'y rattachent en sous-traitance, sont rédigés dans la langue officielle. Ces contrats et les documents qui s'y rattachent peuvent être rédigés dans une autre langue lorsque l'Administration contracte à l'extérieur du Québec.

1977, c. 5, a. 21.

- Affichage. **22.** L'Administration n'utilise que le français dans l'affichage, sauf lorsque la santé ou la sécurité publique exigent aussi l'utilisation d'une autre langue.
1977, c. 5, a. 22.
- Services de santé et services sociaux.
Avis. **23.** Les services de santé et les services sociaux doivent assurer que leurs services sont disponibles dans la langue officielle.
Ils doivent rédiger dans la langue officielle les avis, communications et imprimés destinés au public.
1977, c. 5, a. 23.
- Affichage des organismes municipaux et des services de santé. **24.** Les organismes municipaux ou scolaires, les services de santé et les services sociaux et les autres services reconnus en vertu du paragraphe *f* de l'article 113 peuvent afficher à la fois en français et dans une autre langue avec prédominance du français.
1977, c. 5, a. 24.
- Délai pour se conformer. **25.** Les organismes municipaux ou scolaires, les services de santé et les services sociaux reconnus en vertu du paragraphe *f* de l'article 113 doivent se conformer aux articles 15 à 23 avant la fin de l'année 1983 et prendre, dès le 26 août 1977, les mesures voulues pour atteindre cet objectif.
1977, c. 5, a. 25.
- Choix. **26.** Les organismes scolaires, les services de santé et les services sociaux reconnus en vertu du paragraphe *f* de l'article 113 peuvent utiliser à la fois la langue officielle et une autre langue dans leur dénomination et leurs communications internes.
1977, c. 5, a. 26.
- Dossiers dans les services de santé et les services sociaux. **27.** Dans les services de santé et les services sociaux, les pièces versées aux dossiers cliniques sont rédigées en français ou en anglais à la convenance du rédacteur. Toutefois, il est loisible à chaque service de santé ou service social d'imposer que ces pièces soient rédigées uniquement en français. Les résumés des dossiers cliniques doivent être fournis en français à la demande de toute personne autorisée à les obtenir.
1977, c. 5, a. 27.

Communications internes
dans les organismes
scolaires.

28. Dans les organismes scolaires, la langue officielle et la langue d'enseignement peuvent être utilisées comme langues de communication interne des services chargés d'organiser ou de donner l'enseignement dans une langue autre que le français.

1977, c. 5, a. 28.

Signalisation routière.

29. Seule la langue officielle peut être utilisée dans la signalisation routière. Le texte français peut être complété ou remplacé par des symboles ou des pictogrammes.

1977, c. 5, a. 29.

CHAPITRE V

LA LANGUE DES ORGANISMES PARAPUBLICS

Services offerts en français.

30. Les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels et les membres des ordres professionnels doivent faire en sorte que leurs services soient disponibles dans la langue officielle.

Avis.

Ils doivent rédiger en cette langue les avis, communications et imprimés destinés au public, y compris les titres de transport en commun.

1977, c. 5, a. 30.

Communications écrites.

31. Les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels utilisent la langue officielle dans leurs communications écrites avec l'Administration et les personnes morales.

1977, c. 5, a. 31.

Communications écrites.

32. Les ordres professionnels utilisent la langue officielle dans les communications écrites avec l'ensemble de leurs membres.

Choix.

Ils peuvent toutefois répondre dans la langue de l'interlocuteur lorsqu'il s'agit d'un membre en particulier.

1977, c. 5, a. 32.

Exception.

33. Les articles 30 et 31 ne s'appliquent pas aux communiqués ni à la publicité destinés aux organes d'information diffusant dans une langue autre que le français.

1977, c. 5, a. 33.

non en vigueur

- Désignation. **34.** Les ordres professionnels ne sont désignés que par leur dénomination française.
1977, c. 5, a. 34.
- Connaissance appropriée du français pour permis. **35.** Les ordres professionnels ne peuvent délivrer de permis au Québec qu'à des personnes ayant de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de leur profession.
Preuve. Cette connaissance doit être prouvée suivant les règlements de l'Office de la langue française, lesquels peuvent pourvoir à la tenue d'examens et à la délivrance d'attestations.
1977, c. 5, a. 35.
- Connaissance appropriée du français pour permis. **36.** Dans les deux ans précédant l'obtention d'un diplôme rendant admissible à un permis d'exercer, toute personne inscrite dans un établissement d'enseignement délivrant ce diplôme peut faire la preuve qu'elle remplit les conditions de l'article 35 quant à sa connaissance de la langue officielle.
1977, c. 5, a. 36.
- Permis temporaire. **37.** Les ordres professionnels peuvent délivrer des permis temporaires valables pour une période d'au plus un an aux personnes venant de l'extérieur du Québec qui sont déclarées aptes à exercer leur profession mais qui ne remplissent pas les exigences de l'article 35 quant à la connaissance de la langue officielle.
1977, c. 5, a. 37.
- Renouvellement de permis temporaire. **38.** Les permis visés à l'article 37 ne sont renouvelables que deux fois, avec l'autorisation de l'Office de la langue française si l'intérêt public le justifie. Pour chaque renouvellement, les intéressés doivent se présenter à des examens tenus conformément aux règlements de l'Office de la langue française.
1977, c. 5, a. 38.
- Délai pour permis. **39.** Les personnes ayant obtenu au Québec un diplôme visé à l'article 36 peuvent, jusqu'à la fin de 1980, se prévaloir des dispositions des articles 37 et 38.
1977, c. 5, a. 39.
- Permis restrictif. **40.** Dans les cas où l'intérêt public le justifie, les ordres professionnels peuvent, avec l'autorisation préalable de l'Office de la langue française, délivrer un permis restrictif aux personnes déjà autorisées

à exercer leur profession en vertu des lois d'une autre province ou d'un autre pays. Ce permis restrictif autorise son détenteur à exercer sa profession exclusivement pour le compte d'un seul employeur dans une fonction ne l'amenant pas à traiter avec le public.

1977, c. 5, a. 40.

CHAPITRE VI

LA LANGUE DU TRAVAIL

Communications de
l'employeur avec personnel.

41. L'employeur rédige dans la langue officielle les communications qu'il adresse à son personnel. Il rédige et publie en français les offres d'emploi ou de promotion.

1977, c. 5, a. 41.

Offre d'emploi.

42. Lorsqu'une offre d'emploi concerne un emploi dans l'Administration, dans un organisme parapublic ou dans une entreprise qui, en vertu des articles 136, 146 ou 151, doit selon le cas, posséder un certificat de francisation, instituer un comité de francisation ou appliquer un programme de francisation, l'employeur qui publie cette offre d'emploi dans un quotidien diffusant dans une langue autre que le français doit la publier simultanément dans un quotidien diffusant en français et ce, dans une présentation au moins équivalente.

1977, c. 5, a. 42.

Rédaction des conventions
collectives.

43. Les conventions collectives et leurs annexes doivent être rédigées dans la langue officielle, y compris celles qui doivent être déposées en vertu de l'article 72 du Code du travail (chapitre C-27).

1977, c. 5, a. 43.

Rédaction d'une sentence
arbitrale.

44. Lors de l'arbitrage d'un grief ou d'un différend relatif à la négociation, au renouvellement ou à la révision d'une convention collective, la sentence arbitrale doit être rédigée dans la langue officielle ou être accompagnée d'une version française dûment authentifiée. Seule la version française de la sentence est officielle.

Décisions rendues en vertu
du Code du travail.

Il en est de même des décisions rendues en vertu du Code du travail par les enquêteurs, les commissaires-enquêteurs et le Tribunal du travail.

1977, c. 5, a. 44.

Interdiction de congédier
ou rétrograder un employé.

45. Il est interdit à un employeur de congédier, de mettre à pied, de rétrograder ou de déplacer un membre de son personnel pour la

seule raison que ce dernier ne parle que le français ou qu'il ne connaît pas suffisamment une langue donnée autre que la langue officielle.

1977, c. 5, a. 45.

Interdiction d'exiger une
autre langue.

46. Il est interdit à un employeur d'exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle, à moins que l'accomplissement de la tâche ne nécessite la connaissance de cette autre langue.

Fardeau de la preuve.

Il incombe à l'employeur de prouver à la personne intéressée, à l'association de salariés intéressée ou, le cas échéant, à l'Office de la langue française que la connaissance de l'autre langue est nécessaire. L'Office de la langue française a compétence pour trancher le litige, le cas échéant.

1977, c. 5, a. 46.

Infraction et application du
Code du travail.

47. Toute contravention aux articles 45 et 46, en plus de constituer une infraction à la présente loi, autorise un travailleur non régi par une convention collective à faire valoir ses droits auprès d'un commissaire-enquêteur nommé en vertu du Code du travail, au même titre que s'il s'agissait d'un congédiement pour activités syndicales. Les articles 15 à 20 du Code du travail s'appliquent alors, compte tenu des changements nécessaires.

Arbitrage.

Si le travailleur est régi par une convention collective, il a le droit de soumettre son grief à l'arbitrage au même titre que son association, à défaut par cette dernière de le faire. Compte tenu des changements nécessaires, l'article 17 du Code du travail s'applique à l'arbitrage de ce grief.

1977, c. 5, a. 47.

Nullité des actes juridiques.

48. Sont nuls, sauf pour ce qui est des droits acquis des salariés et de leurs associations, les actes juridiques, décisions et autres documents non conformes au présent chapitre. L'usage d'une autre langue que celle prescrite par le présent chapitre ne peut être considéré comme un vice de forme visé par l'article 151 du Code du travail.

1977, c. 5, a. 48.

Communications écrites.

49. Une association de salariés utilise la langue officielle dans les communications écrites avec ses membres. Il lui est loisible d'utiliser la langue de son interlocuteur lorsqu'elle correspond avec un membre en particulier.

1977, c. 5, a. 49.

Présomption. **50.** Les articles 41 à 49 de la présente loi sont réputés faire partie intégrante de toute convention collective. Une stipulation de la convention contraire à une disposition de la présente loi est nulle.
1977, c. 5, a. 50.

CHAPITRE VII

LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

Inscription sur produit. **51.** Toute inscription sur un produit, sur son contenant ou sur son emballage, sur un document ou objet accompagnant ce produit, y compris le mode d'emploi et les certificats de garantie, doit être rédigée en français. Cette règle s'applique également aux menus et aux cartes des vins.

Traduction. Le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs traductions, mais aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit l'emporter sur celle qui est rédigée en français.
1977, c. 5, a. 51.

Déroptions. **52.** L'Office de la langue française peut, par règlement, indiquer les dérogations à l'article 51.
1977, c. 5, a. 52.

Catalogues, brochures. **53.** Les catalogues, brochures, dépliants et autres publications de même nature doivent être rédigés en français.
1977, c. 5, a. 53.

Jouets ou jeux offerts au public. **54.** Sauf exception prévue par règlement de l'Office de la langue française, il est interdit d'offrir au public des jouets ou jeux dont le fonctionnement exige l'emploi d'un vocabulaire autre que français, à moins que le jouet ou jeu ne soit disponible en français sur le marché québécois dans des conditions au moins aussi favorables.
1977, c. 5, a. 54.

Langue des contrats d'adhésion. **55.** Les contrats d'adhésion, les contrats où figurent des clauses-types imprimées, ainsi que les documents qui s'y rattachent sont rédigés en français. Ils peuvent être rédigés dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties.
1977, c. 5, a. 55.

Exception. **56.** Les documents visés à l'article 51 qui sont imposés par une loi,

un arrêté en conseil ou un règlement du gouvernement peuvent faire exception à cette règle si les langues de rédaction font l'objet d'une entente fédérale-provinciale, interprovinciale ou internationale.

1977, c. 5, a. 56.

Formulaires de demande
d'emploi.

57. Les formulaires de demande d'emploi, les bons de commande, les factures, les reçus et quittances sont rédigés en français.

1977, c. 5, a. 57.

non en vigueur

Affichage public, publicité
commerciale.

58. Sous réserve des exceptions prévues par la loi ou par les règlements de l'Office de la langue française, l'affichage public et la publicité commerciale se font uniquement dans la langue officielle.

1977, c. 5, a. 58.

Disposition non applicable.

59. L'article 58 ne s'applique pas à la publicité véhiculée par des organes d'information diffusant dans une langue autre que le français ni aux messages de type religieux, politique, idéologique ou humanitaire, pourvu qu'ils ne soient pas à but lucratif.

1977, c. 5, a. 59.

Entreprises d'au plus
quatre personnes.

60. Les entreprises employant au plus quatre personnes, y compris le patron, peuvent afficher à la fois en français et dans une autre langue dans leurs établissements. Toutefois, le français doit apparaître d'une manière au moins aussi évidente que l'autre langue.

1977, c. 5, a. 60.

Groupe ethnique.

61. Pour tout ce qui concerne les activités culturelles d'un groupe ethnique particulier, l'affichage public peut se faire à la fois en français et dans la langue de ce groupe ethnique.

1977, c. 5, a. 61.

Produits typiques d'une
nation étrangère.

62. Dans les établissements spécialisés dans la vente de produits typiques d'une nation étrangère ou d'un groupe ethnique particulier, on peut afficher à la fois en français et dans la langue de cette nation ou de ce groupe ethnique.

1977, c. 5, a. 62.

Désignation des raisons
sociales.

63. Les raisons sociales doivent être en langue française.

1977, c. 5, a. 63.

- Personnalité juridique. **64.** Une raison sociale en langue française est nécessaire à l'obtention de la personnalité juridique.
1977, c. 5, a. 64.
- Délai pour se conformer. **65.** Les raisons sociales qui ne sont pas en langue française doivent être modifiées avant le 31 décembre 1980, à moins que la loi en vertu de laquelle l'entreprise est constituée ne le permette pas.
1977, c. 5, a. 65.
- Dispositions applicables. **66.** Les articles 63, 64 et 65 s'appliquent également aux raisons sociales enregistrées en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (chapitre D-1).
1977, c. 5, a. 66.
- Patronymes, toponymes. **67.** Peuvent figurer, comme spécifiques, dans les raisons sociales, conformément aux autres lois ou aux règlements de l'Office de la langue française, les patronymes et les toponymes, les expressions formées de la combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres ou les expressions tirées d'autres langues.
1977, c. 5, a. 67.
- Raison sociale hors Québec. **68.** Les raisons sociales peuvent être assorties d'une version dans une autre langue pour utilisation hors du territoire du Québec. Elles peuvent être utilisées en même temps que la raison sociale en langue française dans les inscriptions visées à l'article 51 s'il s'agit de produits offerts à la fois au Québec et hors du Québec.
1977, c. 5, a. 68.
- Raison sociale au Québec. **69.** Sous réserve de l'article 68, seule la raison sociale en langue française peut être utilisée au Québec.
1977, c. 5, a. 69.
- Services de santé et services sociaux. **70.** Les services de santé et les services sociaux dont la raison sociale, adoptée avant le 26 août 1977, est dans une langue autre que le français peuvent continuer à utiliser cette raison sociale à condition de lui adjoindre une version française.
1977, c. 5, a. 70.
- Associations sans but lucratif. **71.** Les associations sans but lucratif vouées exclusivement au développement culturel d'un groupe ethnique particulier ou à la

défense des intérêts propres de celui-ci peuvent se donner une raison sociale dans la langue de ce groupe à condition d'y adjoindre une version française.

1977, c. 5, a. 71.

CHAPITRE VIII

LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Langue d'enseignement. **72.** L'enseignement se donne en français dans les classes maternelles, dans les écoles primaires et secondaires sous réserve des exceptions prévues au présent chapitre.

Champs d'application. Cette disposition vaut pour les organismes scolaires au sens de l'Annexe et s'applique aussi aux enseignements subventionnés dispensés par les institutions déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9).

1977, c. 5, a. 72.

Dérogation. **73.** Par dérogation à l'article 72, peuvent recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de leur père et de leur mère,

a) les enfants dont le père ou la mère a reçu au Québec, l'enseignement primaire en anglais,

b) les enfants dont le père ou la mère est, le 26 août 1977, domicilié au Québec et a reçu, hors du Québec, l'enseignement primaire en anglais,

c) les enfants qui, lors de leur dernière année de scolarité au Québec avant le 26 août 1977, recevaient légalement l'enseignement en anglais dans une classe maternelle publique ou à l'école primaire ou secondaire,

d) les frères et soeurs cadets des enfants visés au paragraphe c.

1977, c. 5, a. 73.

Demande par parent ou tuteur. **74.** Lorsqu'un enfant est à la charge d'un seul de ses parents, ou à la charge d'un tuteur, la demande prévue à l'article 73 est faite par le parent ou le tuteur.

1977, c. 5, a. 74.

Vérification de l'admissibilité. **75.** Le ministre de l'éducation peut conférer à des personnes qu'il désigne le pouvoir de vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement en anglais et de statuer à ce sujet.

1977, c. 5, a. 75.

- Vérification de l'admissibilité.** **76.** Les personnes désignées par le ministre de l'éducation en vertu de l'article 75 peuvent vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement primaire en anglais même si ces enfants reçoivent déjà ou sont sur le point de recevoir l'enseignement en français.
- Présomption.** Les enfants dont l'admissibilité a été confirmée conformément à l'alinéa précédent sont réputés recevoir l'enseignement en anglais aux fins de l'article 73.
- 1977, c. 5, a. 76.
- Fraude.** **77.** Une déclaration d'admissibilité obtenue par fraude ou sur le fondement d'une fausse représentation est nulle.
- 1977, c. 5, a. 77.
- Annulation.** **78.** Le ministre de l'éducation peut annuler une déclaration d'admissibilité délivrée par erreur.
- 1977, c. 5, a. 78.
- Autorisation pour enseignement en anglais.** **79.** Aucun organisme scolaire qui ne donne pas déjà dans ses écoles l'enseignement en anglais n'est tenu de le donner, ni ne peut en prendre l'initiative sans l'autorisation expresse et préalable du ministre de l'éducation.
- Autorisation pour enseignement en anglais.** Toutefois, tout organisme scolaire doit, le cas échéant, se prévaloir des dispositions de l'article 450 de la Loi sur l'instruction publique pour assurer l'enseignement en anglais à tout enfant qui y aurait été déclaré admissible.
- Autorisation pour enseignement en anglais.** Le ministre de l'éducation accorde l'autorisation prévue au premier alinéa s'il est d'avis qu'elle est justifiée par le nombre d'élèves qui relèvent de la compétence de l'organisme et qui sont admissibles à l'enseignement en anglais en vertu de l'article 73.
- 1977, c. 5, a. 79.
- Procédure.** **80.** Le gouvernement peut, par règlement, statuer sur la procédure à suivre lorsque des parents invoquent l'article 73 et sur les éléments de preuve que ces derniers doivent apporter à l'appui de leur demande.
- 1977, c. 5, a. 80.
- Enfants exemptés.** **81.** Les enfants présentant des difficultés graves d'apprentissage doivent être exemptés de l'application du présent chapitre.
- Catégories définies par règlement.** Le gouvernement peut, par règlement, définir les catégories

d'enfants visés à l'alinéa précédent et déterminer la procédure à suivre en vue de l'obtention d'une telle exemption.

1977, c. 5, a. 81.

Appel. **82.** Il y a appel des décisions des organismes scolaires, des institutions visées au second alinéa de l'article 72 et des personnes désignées par le ministre de l'éducation, portant sur l'application de l'article 73, ainsi que des décisions du ministre de l'éducation prises en vertu de l'article 78.

1977, c. 5, a. 82.

Commission d'appel. **83.** Une commission d'appel est instituée pour entendre l'appel prévu à l'article 82. Cette commission est formée de trois membres nommés par le gouvernement. L'appel est interjeté selon les modalités fixées par règlement. Les décisions de cette commission sont sans appel.

1977, c. 5, a. 83.

Certificat d'études secondaires. **84.** Aucun certificat de fin d'études secondaires ne peut être délivré à l'élève qui n'a du français, parlé et écrit, la connaissance exigée par les programmes du ministère de l'éducation.

1977, c. 5, a. 84.

Personnes séjournant au Québec de façon temporaire. **85.** Le gouvernement peut faire des règlements pour déterminer à quelles conditions certaines personnes ou catégories de personnes séjournant de façon temporaire au Québec ou leurs enfants peuvent être soustraites à l'application du présent chapitre.

1977, c. 5, a. 85.

Entente de réciprocité. **86.** Le gouvernement peut faire des règlements pour étendre l'application de l'article 73 aux personnes visées par une entente de réciprocité conclue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'une autre province.

Entrée en vigueur. Malgré l'article 94, ces règlements peuvent entrer en vigueur dès la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1977, c. 5, a. 86.

Langue d'enseignement des Amérindiens. **87.** Rien dans la présente loi n'empêche l'usage d'une langue amérindienne dans l'enseignement dispensé aux Amérindiens.

1977, c. 5, a. 87.

Langue d'enseignement des Cris et des Inuit.	88. Malgré les articles 72 à 86, dans les écoles relevant de la commission scolaire Crie ou de la commission scolaire Kativik, conformément à la Loi sur l'instruction publique, les langues d'enseignement sont respectivement le Cri et l'Inutituit ainsi que les autres langues d'enseignement en usage dans les communautés crie et inuit du Québec à la date de la signature de la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre C-67), soit le 11 novembre 1975.
Commissions scolaires Crie et Kativik.	La commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik poursuivent comme objectif l'usage du français comme langue d'enseignement en vue de permettre aux diplômés de leurs écoles de poursuivre leurs études en français, s'ils le désirent, dans les écoles, collèges ou universités du Québec.
Rythme d'introduction du français et de l'anglais.	Les commissaires fixent le rythme d'introduction du français et de l'anglais comme langues d'enseignement après consultation des comités d'école, dans le cas des Cris, et des comités de parents, dans le cas des Inuit.
Mesures nécessaires.	Avec l'aide du ministère de l'éducation, la commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik prennent les mesures nécessaires afin que les articles 72 à 86 s'appliquent aux enfants dont les parents ne sont pas des Cris ou des Inuit admissibles aux bénéfices de la Convention.
Naskapi de Schefferville.	Compte tenu des changements nécessaires, le présent article s'applique aux Naskapi de Schefferville.

1977, c. 5, a. 88.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Langue officielle et autre langue permises.	89. Dans les cas où la présente loi n'exige pas l'usage exclusif de la langue officielle, on peut continuer à employer à la fois la langue officielle et une autre langue.
---	---

1977, c. 5, a. 89.

Publication en français seulement.	90. Sous réserve de l'article 10, tout ce qu'une loi du Québec ou une loi du parlement britannique s'appliquant au Québec dans un domaine de compétence provinciale, tout ce qu'un règlement ou un arrêté prescrit de rédiger ou de publier en français et en anglais peut être rédigé et publié uniquement en français.
------------------------------------	---

Publication dans journal français.	De même tout ce qu'une loi, un règlement ou un arrêté prescrit de publier dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise peut être publié uniquement dans un journal de langue française.
------------------------------------	--

1977, c. 5, a. 90.

Qualité de la version française.	<p>91. Dans les cas où la présente loi autorise la rédaction de textes ou de documents à la fois en français et dans une ou plusieurs autres langues, le français doit figurer d'une façon au moins aussi évidente <u>que toute autre langue.</u></p> <p>1977, c. 5, a. 91.</p>
Langue des organismes internationaux.	<p>92. Rien n'empêche l'emploi d'une langue en dérogation avec la présente loi dans les organismes internationaux désignés par le gouvernement ou lorsque les usages internationaux l'exigent.</p> <p>1977, c. 5, a. 92.</p>
Règlements.	<p>93. Le gouvernement peut, outre les pouvoirs de réglementation prévus à la présente loi, adopter des règlements pour en faciliter la mise en oeuvre, y compris pour préciser la portée des termes et <u>expressions qui y sont utilisés.</u></p> <p>1977, c. 5, a. 93.</p>
Entrée en vigueur.	<p>94. Les règlements de l'Office de la langue française et ceux du gouvernement faits en vertu de la présente loi entrent en vigueur par leur publication à la <i>Gazette officielle du Québec</i> accompagnée d'un avis signalant la date de leur approbation ou de leur adoption par le gouvernement, selon qu'il s'agit des premiers ou des seconds.</p>
Préavis des projets de règlements.	<p>Le gouvernement doit avant d'approuver ou d'adopter un règlement en vertu de la présente loi en publier le projet à la <i>Gazette officielle du Québec</i> au moins soixante jours auparavant, sauf s'il s'agit de règlements déposés à l'Assemblée nationale avant le 26 août 1977.</p>
Modification.	<p>En cas de modification d'un règlement de l'Office de la langue française ou du gouvernement, le texte modifié entre en vigueur dès sa publication intégrale à la <i>Gazette officielle du Québec.</i></p>
Règlements de l'Office.	<p>Les règlements attribués par la présente loi à l'Office de la langue française et que le gouvernement aura approuvés et déposés avant le 26 août 1977 sont réputés être des règlements de l'Office de la langue française.</p> <p>1977, c. 5, a. 94.</p>
Usage du Cri et de l'Inuitut.	<p>95. Ont le droit d'utiliser le Cri et l'Inuitut et sont exemptés de l'application de la présente loi à l'exception des articles 87, 88 et 96, les personnes et organismes suivants:</p> <p>a) les personnes admissibles aux bénéfices de la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre C-67) et ce, dans les territoires visés à ladite Convention;</p>

b) les organismes dont la création est prévue à ladite Convention et ce, dans les territoires visés par la Convention;

c) les organismes dont la majorité des membres est constituée de personnes visées au paragraphe *a* et ce, dans les territoires visés à ladite Convention.

Naskapi de Schefferville.

Compte tenu des changements nécessaires, le présent article s'applique aux Naskapi de Schefferville.

1977, c. 5, a. 95.

Introduction de l'usage du français.

96. Les organismes visés à l'article 95 doivent introduire l'usage du français dans leur administration afin d'une part, de communiquer en français avec le reste du Québec et ceux de leurs administrés qui ne sont pas visés au paragraphe *a* dudit article, et d'autre part d'assurer leurs services en français à ces derniers.

Période transitoire.

Pendant une période transitoire dont la durée est déterminée par le gouvernement après consultation des intéressés, les articles 16 et 17 de la présente loi ne s'appliquent pas aux communications de l'Administration avec les organismes visés à l'article 95.

Naskapi de Schefferville.

Compte tenu des changements nécessaires, le présent article s'applique aux Naskapi de Schefferville.

1977, c. 5, a. 96.

Réserves indiennes.

97. Les réserves indiennes ne sont pas soumises à la présente loi.

1977, c. 5, a. 97.

Organismes visés.

98. Sont énumérés à l'Annexe les divers organismes de l'Administration ainsi que les services de santé et les services sociaux, les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels visés par la présente loi.

1977, c. 5, a. 98.

TITRE II

L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LA FRANCISATION

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

Interprétation:
« Commission »;

99. Dans le présent titre, on entend par:

a) « Commission », la Commission de toponymie instituée par le présent titre;

- « ministre »; b) « ministre », le ministre chargé de l'application de la présente loi;
« Office ». c) « Office », l'Office de la langue française institué par le présent titre.
-
- 1977, c. 5, a. 99.

CHAPITRE II

L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- Institution. **100.** Un Office de la langue française est institué pour définir et conduire la politique québécoise en matière de recherche linguistique et de terminologie et pour veiller à ce que le français devienne, le plus tôt possible, la langue des communications, du travail, du commerce et des affaires dans l'Administration et les entreprises.
-
- 1977, c. 5, a. 100.
- Membres et mandat. **101.** L'Office est composé de cinq membres dont un président, nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans.
-
- 1977, c. 5, a. 101.
- Nomination du personnel. **102.** Le personnel de l'Office est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).
-
- 1977, c. 5, a. 102.
- Pouvoirs d'un sous-chef. **103.** Le président exerce à l'égard des membres du personnel de l'Office les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue aux sous-chefs des ministères.
-
- 1977, c. 5, a. 103.
- Honoraires. **104.** Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président et des autres membres de l'Office ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.
-
- 1977, c. 5, a. 104.
- Incompatibilité. **105.** La qualité de président de l'Office est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.
-
- 1977, c. 5, a. 105.

- Remplacement du président.** **106.** En cas d'incapacité, le président est remplacé par un autre membre nommé par le gouvernement.
1977, c. 5, a. 106.
- Intérêt personnel.** **107.** Les membres de l'Office ne peuvent prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle ils ont un intérêt personnel.
Décision de la Régie. L'Office décide s'ils ont un intérêt personnel dans la question. Les membres en cause ne peuvent participer à cette décision.
1977, c. 5, a. 107.
- Quorum.** **108.** Le quorum de l'Office est de trois membres. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix supplémentaire.
1977, c. 5, a. 108.
- Fonctions continuées.** **109.** À la fin de leur mandat, le président et les autres membres de l'Office restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
1977, c. 5, a. 109.
- Siège.** **110.** L'Office a son siège dans la ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le gouvernement.
Bureau. L'Office a un bureau dans chacune de ces deux villes.
Lieu des séances. L'Office peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.
1977, c. 5, a. 110.
- Authenticité des procès-verbaux.** **111.** Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par l'Office et certifiés conformes par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Office ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le secrétaire de l'Office.
1977, c. 5, a. 111.
- Immunité.** **112.** Les membres de l'Office et de son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.
1977, c. 5, a. 112.
- Devoirs de l'Office.** **113.** L'Office doit:
a) normaliser et diffuser les termes et expressions qu'il approuve;

- b) établir les programmes de recherche nécessaires à l'application de la présente loi;
- c) préparer les règlements de sa compétence qui sont nécessaires à l'application de la présente loi et les soumettre pour avis au Conseil de la langue française, conformément à l'article 188;
- d) définir, par règlement, la procédure de délivrance, de suspension ou d'annulation du certificat de francisation;
- e) aider à définir et à élaborer les programmes de francisation prévus par la présente loi et en suivre l'application;
- f) reconnaître d'une part les organismes municipaux, les organismes scolaires, les services de santé et les services sociaux qui fournissent leurs services à des personnes en majorité d'une langue autre que française et d'autre part, les services qui, dans les organismes scolaires, sont chargés d'organiser ou de donner l'enseignement dans une langue autre que le français.

1977, c. 5, a. 113.

Pouvoirs de l'Office.

114. L'Office peut:

- a) adopter des règlements qui sont de sa compétence en vertu de la présente loi et qui seront soumis à l'examen du Conseil de la langue française;
- b) instituer des commissions de terminologie, en déterminer la composition et le fonctionnement et, au besoin, les déléguer auprès des ministères et organismes de l'Administration;
- c) adopter un règlement de régie interne soumis à l'approbation du gouvernement;
- d) établir, par règlement, les services et les comités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;
- e) sous réserve de la Loi sur le ministère des affaires intergouvernementales (chapitre M-21), conclure des ententes avec d'autres organismes ou un gouvernement en vue de faciliter l'application de la présente loi;
- f) exiger de toute institution d'enseignement collégial ou universitaire un rapport sur la langue des manuels utilisés et faire état des observations en la matière dans son rapport annuel;
- g) assister les organismes de l'Administration, les organismes parapublics, les entreprises, les associations diverses et les individus en matière de correction et d'enrichissement de la langue française parlée et écrite au Québec.

1977, c. 5, a. 114.

Concours des ministères.

115. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les mesures que les ministères et les autres organismes de l'Administration doivent prendre pour apporter leurs concours à l'Office.

1977, c. 5, a. 115.

- Mission des commissions de terminologie. **116.** Les commissions de terminologie instituées par l'Office ont pour mission de faire l'inventaire des mots et expressions techniques employés dans le secteur qui leur est désigné, d'indiquer les lacunes qu'elles y trouvent et de dresser la liste des mots et expressions techniques qu'elles préconisent.
1977, c. 5, a. 116.
- Conclusions à l'Office. **117.** Dès leurs travaux terminés, les commissions de terminologie soumettent leurs conclusions à l'approbation de l'Office.
1977, c. 5, a. 117.
- Emploi obligatoire des expressions normalisées. **118.** Sur publication à la *Gazette officielle du Québec* des termes et expressions normalisés par l'Office, leur emploi devient obligatoire dans les textes et documents émanant de l'Administration, dans les contrats auxquels elle est partie, dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés en français au Québec et approuvés par le ministre de l'éducation ainsi que dans l'affichage public.
1977, c. 5, a. 118.
- Rapport annuel. **119.** L'Office doit, au plus tard le 31 octobre de chaque année, remettre au ministre le rapport de ses activités de l'exercice précédent.
1977, c. 5, a. 119.
- Dépôt. **120.** Le ministre dépose le rapport de l'Office devant l'Assemblée nationale dans les trente jours qui suivent sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.
1977, c. 5, a. 120.
- Immunité découlant de publication de rapports. **121.** Aucune action civile ne peut être intentée du fait de la publication intégrale ou partielle des rapports de l'Office ou de résumés desdits rapports, si cette publication est faite de bonne foi.
1977, c. 5, a. 121.

CHAPITRE III

LA COMMISSION DE TOPONYMIE

Institution. **122.** Une Commission de toponymie est instituée et rattachée administrativement à l'Office de la langue française.

1977, c. 5, a. 122.

Composition. **123.** La Commission est composée de sept personnes nommées par le gouvernement dont au moins quatre, y compris le président et le secrétaire, font partie du personnel permanent de l'Office. Le gouvernement fixe la rémunération et les indemnités des membres non-permanents de la Commission.

1977, c. 5, a. 123.

Compétence. **124.** La Commission a compétence pour établir les critères de choix et les règles d'écriture de tous les noms de lieux et pour attribuer en dernier ressort des noms aux lieux qui n'en ont pas encore aussi bien que pour approuver tout changement de nom de lieu.

1977, c. 5, a. 124.

Devoirs de la Commission. **125.** La Commission doit:

- a) établir les normes et les règles d'écriture à respecter dans la dénomination des lieux;
- b) procéder à l'inventaire et à la conservation des noms de lieux;
- c) établir et normaliser la terminologie géographique, en collaboration avec l'Office;
- d) officialiser les noms de lieux;
- e) diffuser la nomenclature géographique officielle du Québec;
- f) donner son avis au gouvernement sur toute question que celui-ci soumet en matière de toponymie.

1977, c. 5, a. 125.

Pouvoirs de la Commission. **126.** La Commission peut:

- a) donner son avis au gouvernement et aux autres organismes de l'Administration sur toute question relative à la toponymie;
- b) faire des règlements sur les critères de choix de noms de lieux, sur les règles d'écriture à respecter en matière de toponymie et sur la méthode à suivre pour dénommer des lieux et pour en faire approuver la dénomination;
- c) dans les territoires non-organisés, nommer les lieux géographiques ou en changer les noms;
- d) avec l'assentiment de l'organisme de l'Administration ayant

une compétence concurrente sur le nom de lieu, déterminer ou changer le nom de tout lieu dans un territoire organisé.

Règlements. Les règlements de la Commission sont soumis aux prescriptions de l'article 94 comme s'il s'agissait des règlements de l'Office.

1977, c. 5, a. 126.

Publication des noms
approuvés. **127.** Les noms approuvés par la Commission au cours de l'année doivent faire l'objet de publication au moins une fois l'an à la *Gazette officielle du Québec*.

1977, c. 5, a. 127.

Emploi obligatoire sur
publication. **128.** Dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* des noms choisis ou approuvés par la Commission, leur emploi devient obligatoire dans les textes et documents de l'Administration et des organismes parapublics, dans la signalisation routière, dans l'affichage public ainsi que dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés au Québec et approuvés par le ministre de l'éducation.

1977, c. 5, a. 128.

CHAPITRE IV

LA FRANCISATION DE L'ADMINISTRATION

Programme de francisation. **129.** Les organismes de l'Administration qui ont besoin d'un délai pour se conformer à certaines dispositions de la loi ou pour assurer la généralisation de l'utilisation du français dans leurs domaines doivent adopter le plus tôt possible un programme de francisation sous le contrôle et avec l'aide de l'Office.

1977, c. 5, a. 129.

Critères à considérer. **130.** Les programmes de francisation doivent tenir compte de la situation des personnes qui sont près de la retraite ou qui ont de longs états de service au sein de l'Administration.

1977, c. 5, a. 130.

Rapport. **131.** Les organismes de l'Administration doivent présenter à l'Office, avant le 31 décembre 1978, un rapport comprenant une analyse de leur situation linguistique et un exposé des mesures qu'ils ont prises pour se conformer à la présente loi.

Forme et contenu. **L'Office détermine la forme de ce rapport et les informations qu'il doit fournir.**

1977, c. 5, a. 131.

Audition. **132.** Si l'Office juge insuffisantes les mesures prises ou envisagées, il doit entendre les intéressés et se faire communiquer les documents et renseignements qu'il estime indispensables.

Correctifs. Il prescrit au besoin les correctifs appropriés.

Infraction. **Un organisme qui refuse d'appliquer les correctifs commet une infraction.**

1977, c. 5, a. 132.

Exemption. **133.** Pour une période d'un an au plus, l'Office peut dispenser de l'application de toute disposition de la présente loi un service ou organisme de l'Administration qui lui en fait la demande, s'il est satisfait des mesures prises par ledit service ou organisme pour atteindre les objectifs prévus par la présente loi et par les règlements.

1977, c. 5, a. 133.

Poursuite sur autorisation de l'Office. **134.** Aucune poursuite ne peut être intentée, sans l'autorisation expresse de l'Office, contre un organisme de l'Administration pour une infraction aux articles 14 à 29 et 129 à 132 commise avant le 31 décembre 1978.

1977, c. 5, a. 134.

CHAPITRE V

LA FRANCISATION DES ENTREPRISES

Champs d'application. **135.** Le présent chapitre s'applique également aux entreprises d'utilité publique.

1977, c. 5, a. 135.

Délai pour se conformer. **136.** Les entreprises employant cinquante personnes ou plus doivent, à compter de la date déterminée conformément à l'article 152, qui ne peut excéder le 31 décembre 1983, posséder un certificat de francisation délivré par l'Office.

1977, c. 5, a. 136.

Infraction. **137.** À partir du 3 janvier 1979, une entreprise dont le certificat

de francisation est exigible commet un infraction si elle ne le possède pas.

1977, c. 5, a. 137.

Certificat de francisation. **138.** Le certificat de francisation atteste que l'entreprise applique un programme de francisation approuvé par l'Office ou que la langue française y possède déjà le statut que les programmes de francisation ont pour objet d'assurer.

1977, c. 5, a. 138.

Certificats provisoires. **139.** L'Office peut, par règlement, prévoir la délivrance de certificats de francisation à titre provisoire en faveur des entreprises qui se proposent d'adopter un programme de francisation, si elles démontrent qu'elles ont pris les dispositions appropriées.

1977, c. 5, a. 139.

Conditions d'octroi de certificat. **140.** L'Office accorde le certificat de francisation à une entreprise s'il est d'avis que celle-ci remplit les conditions prévues aux articles 138 ou 139.

1977, c. 5, a. 140.

But des programmes de francisation. **141.** Les programmes de francisation ont pour but la généralisation de l'utilisation du français à tous les niveaux de l'entreprise. Ce qui comporte:

a) la connaissance de la langue officielle chez les dirigeants, les membres des ordres professionnels et les autres membres du personnel;

b) l'augmentation à tous les niveaux de l'entreprise, y compris au sein du conseil d'administration, du nombre de personnes ayant une bonne connaissance de la langue française de manière à en assurer l'utilisation généralisée;

c) l'utilisation du français comme langue du travail et des communications internes;

d) l'utilisation du français dans les documents de travail de l'entreprise, notamment dans les manuels et les catalogues;

e) l'utilisation du français dans les communications avec la clientèle, les fournisseurs et le public;

f) l'utilisation d'une terminologie française;

g) l'utilisation du français dans la publicité;

h) une politique d'embauche, de promotion et de mutation appropriée.

1977, c. 5, a. 141.

- Critères à considérer. **142.** Les programmes de francisation doivent tenir compte de la situation des personnes qui sont près de la retraite ou qui ont de longs états de service au sein de l'entreprise.
1977, c. 5, a. 142.
- Critères à considérer. **143.** Les programmes de francisation doivent tenir compte des relations de l'entreprise avec l'étranger et du cas particulier des sièges sociaux établis au Québec par des entreprises dont l'activité s'étend hors du Québec.
1977, c. 5, a. 143.
- Ententes particulières. **144.** L'application des programmes de francisation à l'intérieur des sièges sociaux peut faire l'objet d'ententes particulières avec l'Office. Tant qu'une telle entente est en vigueur, le siège social concerné est réputé respecter les articles 136 à 156. L'Office, par règlement, définit ce qu'est un siège social et reconnaît les sièges sociaux qui peuvent se prévaloir du présent article.
1977, c. 5, a. 144.
- Entreprises de biens culturels à contenu linguistique. **145.** Dans les entreprises produisant des biens culturels à contenu linguistique, les programmes de francisation doivent tenir compte de la situation particulière des unités de production dont le travail est directement relié à ce contenu linguistique.
1977, c. 5, a. 145.
- Comité de francisation. **146.** Les entreprises employant cent personnes ou plus doivent, avant le 30 novembre 1977, instituer un comité de francisation d'au moins six personnes dont au moins le tiers est nommé conformément à l'article 147 pour représenter les travailleurs de l'entreprise.
1977, c. 5, a. 146.
- Représentants des travailleurs. **147.** S'il n'y a dans l'entreprise qu'une seule association de salariés représentant la majorité des travailleurs, celle-ci désigne les représentants des travailleurs visés à l'article 146.
- Entente. S'il y a dans l'entreprise plusieurs associations de salariés qui, ensemble, représentent la majorité des travailleurs, ces associations peuvent, par entente, désigner les représentants des travailleurs visés à l'article 146.
- Représentants élus. S'il n'y a pas entente ou dans les autres cas, ces représentants sont élus par l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, suivant des modalités déterminées par la direction de l'entreprise.
1977, c. 5, a. 147.

- Sous-comités. **148.** Le comité de francisation de l'entreprise peut désigner des sous-comités qui travaillent sous son autorité.
1977, c. 5, a. 148.
- Analyse de la situation linguistique. **149.** À l'aide de formulaires et questionnaires fournis par l'Office, le comité de francisation procède à l'analyse de la situation linguistique de l'entreprise et fait rapport à la direction de l'entreprise pour transmission à l'Office.
1977, c. 5, a. 149.
- Décision de l'Office. **150.** L'Office décide, après étude du rapport mentionné à l'article 149, si l'entreprise doit adopter et appliquer un programme de francisation. Dans l'affirmative, l'entreprise charge son comité de francisation d'établir le programme approprié et d'en surveiller l'application.
1977, c. 5, a. 150.
- Entreprise de moins de cinquante personnes. **151.** Avec l'approbation du ministre, l'Office peut, à condition d'en publier avis à la *Gazette officielle du Québec*, exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.
- Rapport. Chaque année, l'Office doit faire au ministre un rapport des démarches qu'il a ainsi faites et des mesures prises par les entreprises.
1977, c. 5, a. 151.
- Catégories d'entreprises définies par règlement. **152.** L'Office peut, par règlement, établir des catégories d'entreprises suivant le genre d'activités et le nombre de personnes employées. Pour chacune des catégories ainsi établies, il peut fixer la date à laquelle les certificats de francisation deviennent exigibles, déterminer les modalités de délivrance de ces certificats et statuer sur les obligations des entreprises qui les possèdent.
L'Office peut, de la même façon, adopter des critères permettant de reconnaître les entreprises comme appartenant aux catégories employant plus de cinquante personnes ou à celles employant plus de cent personnes et, aux fins du présent chapitre, définir l'expression «entreprise».
1977, c. 5, a. 152.
- Exemption temporaire. **153.** Lorsqu'il accorde un certificat de francisation, même à titre provisoire, l'Office peut exempter temporairement l'entreprise de l'application de toute disposition de la présente loi. Il en avise la

Commission de surveillance de la langue française instituée par le titre III.

1977, c. 5, a. 153.

Suspension, annulation. **154.** L'Office peut suspendre ou annuler le certificat de toute entreprise qui ne se conforme pas au programme de francisation qu'elle s'est engagée à réaliser ou qui ne respecte plus les obligations qui lui sont imposées par la présente loi et par les règlements.

1977, c. 5, a. 154.

Appel. **155.** Il y a appel d'une décision de l'Office de refuser, suspendre ou annuler un certificat de francisation.

Commission d'appel. L'appel est interjeté auprès d'une commission d'appel instituée à cette fin par le gouvernement et selon les modalités qu'il fixe.

Composition. La commission d'appel est formée de trois membres nommés par le gouvernement.

1977, c. 5, a. 155.

Rapport annuel. **156.** Dans son rapport annuel, l'Office signale les annulations de certificats qu'il a prononcées ainsi que les entreprises qui n'ont pas obtenu de certificat de francisation dans le délai prévu ou qui n'ont pas institué le comité de francisation prévu à l'article 146.

1977, c. 5, a. 156.

TITRE III

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE ET LES ENQUÊTES

Interprétation: **157.** Dans le présent titre, on entend par:
« Commission de surveillance »; a) « Commission de surveillance », la Commission de surveillance de la langue française instituée par le présent titre;
« ministre »; b) « ministre », le ministre chargé de l'application de la présente loi;
« Office »; c) « Office », l'Office de la langue française;
« président ». d) « président », le président de la Commission de surveillance.

1977, c. 5, a. 157.

Institution. **158.** Une Commission de surveillance est instituée pour traiter des questions se rapportant au défaut de respect de la présente loi.

1977, c. 5, a. 158.

- Composition. **159.** La Commission de surveillance est dirigée par un président et formée de commissaires-enquêteurs, d'inspecteurs et du personnel nécessaire.
1977, c. 5, a. 159.
- Président. **160.** Le président de la Commission de surveillance est nommé par le gouvernement pour au plus cinq ans.
1977, c. 5, a. 160.
- Commissaires-enquêteurs, personnel. **161.** Les commissaires-enquêteurs, les inspecteurs et les autres membres du personnel de la Commission de surveillance sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique.
1977, c. 5, a. 161.
- Pouvoirs d'un sous-chef. **162.** Le président exerce, à l'égard des commissaires-enquêteurs, des inspecteurs et des autres membres du personnel de la Commission de surveillance, les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue aux sous-chefs des ministères.
1977, c. 5, a. 162.
- Honoraires. **163.** Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président ou, le cas échéant, son traitement supplémentaire.
1977, c. 5, a. 163.
- Incompatibilité. **164.** La qualité de président de la Commission de surveillance est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.
1977, c. 5, a. 164.
- Remplacement du président. **165.** Au cas d'incapacité du président, ses pouvoirs sont exercés par une personne nommée par le gouvernement.
1977, c. 5, a. 165.
- Fonctions continuées. **166.** À la fin de son mandat, le président reste en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.
1977, c. 5, a. 166.
- Fonctions du président. **167.** Outre les attributions qui lui sont conférées à l'article 162, le président dirige, coordonne et répartit le travail des commissaires-

enquêteurs, des inspecteurs et des autres membres du personnel de la Commission de surveillance. Il peut exercer lui-même les fonctions de commissaire-enquêteur.

1977, c. 5, a. 167.

Immunité. 168. Les commissaires-enquêteurs et le personnel de la Commission de surveillance ne peuvent être poursuivis à raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

1977, c. 5, a. 168.

Enquêtes. 169. Les commissaires-enquêteurs procèdent aux enquêtes prévues par la présente loi.

1977, c. 5, a. 169.

Inspecteurs. 170. Les inspecteurs assistent les commissaires-enquêteurs dans l'exercice de leurs fonctions, vérifient et constatent les faits pouvant constituer des infractions à la présente loi et soumettent aux commissaires-enquêteurs des rapports assortis de recommandations sur les faits constatés.

1977, c. 5, a. 170.

Enquêtes. 171. Les commissaires-enquêteurs procèdent à des enquêtes chaque fois qu'ils ont des raisons de croire que la présente loi n'a pas été observée.

1977, c. 5, a. 171.

Enquêtes. 172. Les entreprises auxquelles l'Office a délivré ou s'apprête à délivrer un certificat de francisation font l'objet d'enquêtes lorsque l'Office le demande.

1977, c. 5, a. 172.

Demande d'enquête. 173. Une personne ou un groupe de personnes peut demander une enquête.

1977, c. 5, a. 173.

Contenu des demandes. 174. Les demandes d'enquête doivent être faites par écrit et être accompagnées de renseignements établissant les motifs et l'identité des requérants. L'identité d'un requérant ne peut être divulguée qu'avec son autorisation expresse.

1977, c. 5, a. 174.

- Assistance des commissaires. **175.** Les requérants ont droit à l'assistance des commissaires-enquêteurs ou de leur personnel pour la rédaction de leurs demandes.
1977, c. 5, a. 175.
- Motifs de refus d'enquêter. **176.** Les commissaires-enquêteurs doivent refuser d'enquêter dans les cas où
a) ils n'ont pas la compétence voulue aux termes de la présente loi;
b) la question relève du Protecteur du citoyen ou de la Commission des droits de la personne;
c) le motif de la demande n'existe plus au moment où celle-ci est déposée;
d) ils ont la conviction que la demande est frivole ou faite de mauvaise foi.
Dossier au Protecteur du citoyen. Dans le cas prévu au paragraphe b, les commissaires-enquêteurs transmettent le dossier au Protecteur du citoyen ou à la Commission des droits de la personne, selon le cas.
1977, c. 5, a. 176.
- Motifs de refus d'enquêter. **177.** Les commissaires-enquêteurs peuvent refuser d'enquêter si, à leur avis,
a) le requérant dispose d'un appel ou d'un recours approprié;
b) le motif de la plainte n'existera plus au moment où pourrait débiter l'enquête;
c) les circonstances ne le justifient pas.
1977, c. 5, a. 177.
- Avis aux requérants. **178.** En cas de refus, les commissaires-enquêteurs doivent aviser les requérants, en leur donnant les motifs et en leur indiquant leurs éventuels droits de recours.
1977, c. 5, a. 178.
- Pouvoirs et immunité des commissaires. **179.** Pour les enquêtes, les commissaires-enquêteurs et les inspecteurs délégués par eux sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).
1977, c. 5, a. 179.
- Certificat. **180.** Les commissaires-enquêteurs et les inspecteurs qu'ils délèguent doivent, sur demande, produire un certificat signé du président de la Commission de surveillance et attestant leur qualité.
1977, c. 5, a. 180.

Dispositions applicables. **181.** Les articles 307, 308 et 309 du Code de procédure civile s'appliquent aux témoins entendus par les commissaires-enquêteurs et les inspecteurs qu'ils délèguent.

1977, c. 5, a. 181.

Mise en demeure. **182.** Lorsque, à la suite d'une enquête, un commissaire-enquêteur a la conviction qu'il y a eu contravention à la présente loi ou aux règlements adoptés conformément à la présente loi, il met en demeure le contrevenant présumé de se conformer dans un délai donné.

Dossier transmis au procureur général. Si le commissaire-enquêteur estime que la contravention subsiste passé ce délai, il transmet le dossier au procureur général pour que celui-ci en fasse l'étude et intente, s'il y a lieu, les poursuites pénales appropriées.

1977, c. 5, a. 182.

Rapport annuel. **183.** La Commission de surveillance doit, au plus tard le 31 octobre de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités de l'exercice précédent.

Contenu. Le rapport de la Commission de surveillance signale les enquêtes menées et les poursuites intentées, ainsi que les résultats obtenus.

1977, c. 5, a. 183.

Dépôt. **184.** Le ministre dépose le rapport de la Commission de surveillance devant l'Assemblée nationale dans les trente jours qui suivent sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

1977, c. 5, a. 184.

TITRE IV

LE CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Interprétation: **185.** Dans le présent titre, on entend par:
 « Conseil »; a) « Conseil », le Conseil de la langue française;
 « ministre »; b) « ministre », le ministre chargé de l'application de la présente loi;
 « Office ». c) « Office », l'Office de la langue française.

1977, c. 5, a. 185.

Institution. **186.** Un Conseil de la langue française est institué pour conseiller

le ministre sur la politique québécoise de la langue française et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente loi.

1977, c. 5, a. 186.

Composition. **187.** Le Conseil est composé de douze membres, nommés par le gouvernement, comme suit:

- a) le président et un secrétaire;
- b) deux personnes choisies après consultation des associations socio-culturelles représentatives;
- c) deux personnes choisies après consultation des organismes syndicaux représentatifs;
- d) deux personnes choisies après consultation des associations patronales représentatives;
- e) deux personnes choisies après consultation des milieux universitaires;
- f) deux personnes choisies après consultation des associations représentatives des groupes ethniques.

1977, c. 5, a. 187.

Devoirs du Conseil. **188.** Le Conseil doit:

- a) donner son avis au ministre sur les questions que celui-ci lui soumet touchant la situation de la langue française au Québec et l'interprétation ou l'application de la présente loi;
- b) surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut de la langue française et à sa qualité et communiquer au ministre ses constatations et ses conclusions;
- c) saisir le ministre des questions relatives à la langue qui, à son avis, appellent l'attention ou l'action du gouvernement;
- d) donner son avis au ministre sur les règlements préparés par l'Office.

1977, c. 5, a. 188.

Pouvoirs du Conseil. **189.** Le Conseil peut:

- a) recevoir et entendre les observations et suggestions des individus et des groupes sur les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française;
- b) avec l'assentiment du ministre, entreprendre l'étude de questions se rattachant à la langue et effectuer ou faire effectuer les recherches appropriées;
- c) recevoir les observations des organismes de l'Administration et des entreprises sur les difficultés d'application de la présente loi et faire rapport au ministre;

d) informer le public sur les questions concernant la langue française au Québec;

e) adopter un règlement de régie interne soumis à l'approbation du gouvernement.

1977, c. 5, a. 189.

Mandat. **190.** Le président et le secrétaire sont nommés pour au plus cinq ans et les autres membres pour quatre ans.

Toutefois, trois des premiers membres autres que le président sont nommés pour un an, trois pour deux ans, deux pour trois ans et deux pour quatre ans.

Renouvellement. Le mandat des membres du Conseil peut être renouvelé.

1977, c. 5, a. 190.

Fonctions continuées. **191.** À la fin de leur mandat, les membres du Conseil demeurent en fonction, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

1977, c. 5, a. 191.

Vacance. **192.** Dans le cas où un membre ne termine pas son mandat, le gouvernement le remplace selon le mode prescrit à l'article 187, pour le reste du mandat.

1977, c. 5, a. 192.

Fonction du président. **193.** Le président dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux. Il assume la liaison entre le Conseil et le ministre.

1977, c. 5, a. 193.

Incompatibilité. **194.** La qualité de président ou de secrétaire du Conseil est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

1977, c. 5, a. 194.

Honoraires. **195.** Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président et du secrétaire ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.

1977, c. 5, a. 195.

Indemnisation. **196.** Les membres du Conseil autres que le président et le secrétaire ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au rembourse-

ment des frais engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et à une allocation de présence fixée par le gouvernement.

1977, c. 5, a. 196.

- Personnel. **197.** Le personnel du Conseil est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique.
- Pouvoirs d'un sous-chef. Le président exerce à l'égard des membres du personnel du Conseil les pouvoirs que ladite loi attribue aux sous-chefs des ministères.
- 1977, c. 5, a. 197.

- Comités spéciaux. **198.** Le Conseil peut, avec l'assentiment du ministre, former des comités spéciaux pour l'étude des questions particuliers et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.

Composition et indemnisation. Ces comités peuvent, avec l'approbation préalable du ministre, être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil. Les allocations de présence et les honoraires de ces personnes sont déterminés par le Conseil conformément aux normes établies à cette fin par le gouvernement.

1977, c. 5, a. 198.

- Personnel additionnel. **199.** Outre le personnel visé à l'article 197, le Conseil peut, avec l'assentiment du ministre, engager les personnes requises pour effectuer des travaux dûment autorisés.

1977, c. 5, a. 199.

- Siège. **200.** Le Conseil a son siège dans une municipalité du territoire de la Communauté urbaine de Québec. Il peut tenir ses séances partout au Québec. Il doit se réunir aussi souvent que nécessaire.

1977, c. 5, a. 200.

- Quorum. **201.** Le quorum du Conseil est de six membres. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix supplémentaire.

1977, c. 5, a. 201.

- Remplacement du président. **202.** En cas d'absence, d'empêchement ou d'incapacité temporaires du président, le secrétaire le remplace.

1977, c. 5, a. 202.

- Rapport annuel. **203.** Le Conseil doit, au plus tard le 31 octobre de chaque année,

remettre au ministre un rapport de ses activités de l'exercice précédent.

1977, c. 5, a. 203.

Dépôt. **204.** Le ministre dépose le rapport du Conseil devant l'Assemblée nationale dans les trente jours qui suivent sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

1977, c. 5, a. 204.

TITRE V

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions et peines. **205.** Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi autre que l'article 136 ou des règlements adoptés en vertu de la présente loi par le gouvernement ou par l'Office de la langue française est coupable d'une infraction et passible, en plus du paiement des frais,

a) pour chaque infraction, d'une amende de \$25 à \$500 dans le cas d'une personne physique et de \$50 à \$1,000 dans le cas d'une personne morale;

b) pour toute récidive dans les deux ans suivant une infraction, d'une amende de \$50 à \$1,000 dans le cas d'une personne physique, et de \$500 à \$5,000 dans le cas d'une personne morale.

1977, c. 5, a. 205.

Infraction et peine. **206.** Une entreprise qui commet une infraction visée à l'article 136 est passible, en plus du paiement des frais, d'une amende de \$100 à \$2,000 pour chaque jour où elle poursuit ses activités sans certificat.

1977, c. 5, a. 206.

Poursuites et recours. **207.** Le procureur général ou la personne qu'il autorise intente, par voie sommaire, les poursuites prévues à la présente loi et exerce les recours nécessaires à son application.

1977, c. 5, a. 207.

non en vigueur

Enlèvement d'affiches.

208. Un tribunal de juridiction civile peut, à la requête du procureur général, ordonner que soient enlevés ou détruits, dans un délai de huit jours à compter du jugement, les affiches, les annonces, les

Personne visée.

panneaux-réclame et les enseignes lumineuses qui contreviennent aux dispositions de la présente loi, et ce, aux frais des intimés.

La requête peut être dirigée contre le propriétaire du matériel publicitaire ou contre quiconque a placé ou fait placer l'affiche, l'annonce, le panneau-réclame ou l'enseigne lumineuse.

1977, c. 5, a. 208.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

Entrée en vigueur.

209. L'article 11 entre en vigueur le 3 janvier 1979 et n'affecte pas les causes pendantes à cette date.

L'article 13 entre en vigueur le 3 janvier 1980 et n'affecte pas les causes pendantes à cette date.

Les articles 34, 58 et 208 entrent en vigueur le 3 juillet 1978, sous réserve de l'article 211.

1977, c. 5, a. 209.

Délai pour se conformer.

210. Les propriétaires de panneaux-réclame ou d'enseignes lumineuses installés avant le 31 juillet 1974 doivent se conformer à l'article 58 dès le 3 juillet 1978.

1977, c. 5, a. 210.

Délai pour se conformer.

211. Toute personne qui s'est conformée aux exigences de l'article 35 de la Loi sur la langue officielle (1974, chapitre 6) en matière d'affichage public bilingue a jusqu'au 1^{er} septembre 1981 pour faire les modifications appropriées, notamment pour modifier ses panneaux-réclame et enseignes lumineuses, afin de se conformer à la présente loi.

1977, c. 5, a. 211.

Application de la loi.

212. Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi. Ce ministre exerce à l'égard du personnel de l'Office de la langue française, de celui de la Commission de surveillance et de celui du Conseil de la langue française les pouvoirs d'un chef de ministère.

1977, c. 5, a. 230.

Champ d'application. **213.** La présente loi s'applique au gouvernement.
1977, c. 5, a. 231.

L'article 11 de la présente loi entrera en vigueur le 3 janvier 1979.

L'article 13 de la présente loi entrera en vigueur le 3 janvier 1980.

Les articles 34, 58 et 208 de la présente loi entreront en vigueur le 3 juillet 1978, sous réserve de l'article 211.

ANNEXE

(Article 14)

A. *L'Administration*

1. Le gouvernement et ses ministères.

2. Les organismes gouvernementaux:

Les organismes dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3), ou dont le capital-actions provient, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu, à l'exception toutefois des services de santé, des services sociaux, des collèges d'enseignement général et professionnel et de l'Université du Québec.

3. Les organismes municipaux et scolaires:

a) les communautés urbaines:

La Communauté urbaine de Québec, la Communauté urbaine de Montréal et la Communauté régionale de l'Outaouais, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais, la Société d'aménagement de l'Outaouais, la Commission de transport de la Ville de Laval et la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal;

b) les municipalités:

Les corporations de cité, de ville, de village, de campagne ou de comté, qu'elles soient constituées en corporation en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, ainsi que les autres organismes relevant de l'autorité de ces corporations et participant à l'administration de leur territoire;

c) les organismes scolaires:

Les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndics régies par la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14), le Conseil scolaire de l'Île de Montréal.

4. Les services de santé et les services sociaux:

Les établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5).

B. Les organismes parapublics

1. Les entreprises d'utilité publique:

Si elles ne sont pas déjà des organismes gouvernementaux, les entreprises de téléphone, de télégraphe, de câblodistribution, de transport par avion, bateau, autobus ou chemin de fer, les entreprises de production, transport, distribution ou vente de gaz, d'eau ou d'électricité, ainsi que les entreprises titulaires d'une autorisation de la Commission des transports.

2. Les ordres professionnels:

Les ordres professionnels dont la liste apparaît à l'annexe I du Code des professions (chapitre C-26) sous la désignation de: « corporations professionnelles », ou qui sont constitués conformément audit Code.

1977, c. 5, annexe.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 5 des lois annuelles de 1977, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 224 à 229 et 232, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-11 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1977 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 5

Chapitre C-11

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
Préambule	Préambule	
1 - 211	1 - 211	
212		Modification intégrée au c. I-16, a. 14
213		Modification intégrée au c. I-16, a. 40
214 - 216		Omis
217		Modification intégrée au c. D-1, a. 3
218		Modification intégrée au c. I-14, a. 189
219		Omis
220		Modification intégrée au c. E-9, a. 22
221		Modification intégrée au c. P-40, a. 4
222		Modification intégrée au c. C-26, a. 1
223		Modification intégrée au c. C-26, a. 41
224 - 229		Omis
230	212	

L.Q. 1977, c. 5

L.R. 1977, c. C-11

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

231

213

232

Omis

Annexe

Annexe

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

